

Brochure n° 3240

Convention collective nationale

IDCC : 1487. – **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**
(Commerce de détail)

AVENANT N° 1 DU 12 DÉCEMBRE 2006
À L'ACCORD ARTT DU 27 AVRIL 1999

NOR : *ASET0750267M*

IDCC : *1487*

Article 1^{er}

Il est ajouté à la fin de l'article 8 « Cadres » de l'accord du 27 avril 1999 sur la réduction du temps de travail le paragraphe suivant :

« Cadres au forfait jour

Conformément à l'article L. 212-15-3, III du code du travail, la formule du forfait défini en jours peut être convenue avec les salariés ayant la qualité de cadre qui disposent effectivement d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur temps de travail et dont la durée du temps de travail n'est pas prédéterminée.

Ces critères permettent de constater que relèvent de cette catégorie les cadres de la filière administration et de la filière vente de niveau 1, échelons 1, 2, 3, 4 et de niveau 2, échelon 1, qui sont autonomes dans l'organisation de leur emploi du temps et dont la durée du temps de travail n'est pas prédéterminée.

Le recours à ce mode de décompte du temps de travail est subordonné à la conclusion d'une convention individuelle de forfait. Le refus du salarié ne peut justifier un licenciement et sera sans conséquence sur sa carrière professionnelle.

Le nombre de jours travaillés ne peut excéder 215 jours pour 1 année complète de travail (1 année civile, fiscale ou toute autre période de 12 mois consécutifs servant, par exemple, de période de référence à la modulation).

Pour les salariés n'ayant pas acquis des droits complets à congés payés, le nombre de jours de travail est augmenté à concurrence du nombre de jours de congé légaux et conventionnels auxquels le salarié peut prétendre.

Les salariés au forfait jour bénéficient d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives et d'un temps de repos hebdomadaire d'une durée minimale de 36 heures consécutives (aux 24 heures de repos dominical s'ajoutent obligatoirement 12 heures). Ils peuvent être occupés 6 jours par semaine dans les limites fixées à l'article 4 de l'accord.

Le forfait en jours s'accompagne d'un contrôle du nombre de jours travaillés. L'employeur est tenu d'établir un document de contrôle faisant apparaître le nombre et la date des journées travaillées. Ce document peut être tenu par le salarié sous la responsabilité de l'employeur.

Lors de cette transmission seront effectués un suivi de l'organisation du travail avec son impact sur la charge de travail du salarié ainsi que le contrôle de l'application du présent accord. L'employeur devra faire le nécessaire pour aménager la charge de travail du salarié pour répondre à la réduction du temps de travail.

Les jours acquis par application du forfait jour et non pris pourront être reportés dans un compte épargne-temps selon les modalités fixées par l'accord du 27 avril 1999 et les dispositions légales.

Les journées de repos prises dans le cadre du présent accord seront déclarées à la direction pour validation.

La rémunération doit tenir compte des responsabilités confiées au salarié dans le cadre de sa fonction.

Les cadres au forfait jour, sur la base de 215 jours, bénéficieront de la garantie que le montant de leur rémunération annuelle brute ne pourra être inférieur à 12 fois le minimum conventionnel de leur catégorie, majoré de 7 %, s'ils ont eu 12 mois d'activité, ou au prorata à défaut.

Pour faire cette vérification, sont pris en compte les éléments de rémunération autres que :

- la prime conventionnelle de fin d'année ;
- les sommes versées n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les primes de transport. »

Article 2

Date d'application

Le présent avenant s'appliquera à l'expiration du délai d'opposition.

Aucun accord de quelque nature que ce soit ne pourra déroger au présent avenant, sauf en étant plus favorable.

Toutefois, les accords qui sont intervenus avant la signature de cet avenant pourront continuer à s'appliquer.

Article 3

Publicité et extension

Le présent texte, conclu pour une durée indéterminée, sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code de travail, notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature fixée du 12 décembre 2006 au 8 janvier 2007.

A l'issue du délai de 15 jours, le texte du présent avenant sera déposé en application de l'article L. 132-10 du code du travail et son extension sera demandée conformément aux articles L. 133-8 et suivants du même code.

Fait à Paris, le 12 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat Saint-Eloi – Union du commerce de l'horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et accessoires ;

Fédération nationale HBJO.

Syndicats de salariés :

CFTC-CSFV.